Lâ??Europe doit prendre les rÃªnes et conduire Ã la paix en Palestine-IsraÃ«l

Description

Sam Bahour, Mousa Jiryis, 15 janvier 2016

Le lundi 18 janvier 2016, la rÃ©union mensuelle du Conseil des Affaires Ã©trangÃ¨res de lâ??Union europÃ©enne Ã Bruxelles doit discuter et dÃ©cider de nouvelles mesures qui pourront Ãªtre adoptÃ©es par lâ??UE sur la question israÃ©lo-palestinienne. Les dÃ©cideurs politiques en IsraÃ«l sont inquiets, car ils craignent une expansion des efforts europÃ©ens pour isoler les colonies de peuplement israÃ©liennes.

Alors quâ??elle dÃ©bat pour aller Ã de nouvelles mesures, lâ??Europe se doit de reconnaÃ®tre que les Â« Ã?tats-Unis adoptent Â» une dÃ©marche pour la rÃ©solution du conflit condamnÃ©e Ã un Ã©chec sans fin : une dÃ©marche qui laisse tout le temps Ã lâ??entreprise coloniale israÃ©lienne de sâ??implanter plus solidement et de rendre la solution Ã deux Ã?tats de plus en plus irrÃ©alisable. Il saute aux yeux â?? Ã la lumiÃ¨re de deux dÃ©cennies dâ??inutiles nÃ©gociations bilatÃ©rales sous les auspices Ã©tats-uniens â?? que le leadership U.S. sur les efforts pour la rÃ©solution du conflit est vain et contre-productif.

Si la politique de lâ??Europe est de parvenir Ã deux Ã?tats pour deux peuples, il lui faudra opter pour une position politique indÃ©pendante contournant les AmÃ©ricains. En outre, le fond de la politique europÃ©enne devra Ãªtre plus consÃ©quent que des lignes directrices europÃ©ennes dÃ©cidant que, pour une participation au programme Horizon 2020, il faut exclure les colonies, ou exiger que les produits des colonies israÃ©liennes soient Ã©tiquetÃ©s, alors quâ??elle autorise la poursuite de leur commercialisation.

La politique europÃ©enne devra devenir plus punitive et plus affirmÃ©e si elle veut pousser IsraÃ«l Ã faire des concessions significatives en faveur de la paix. Une Ã©tude entreprise par le Conseil europÃ©en des Relations internationales en juillet 2015 montre quâ??il existe une forte opportunitÃ© pour isoler davantage le projet colonial dâ??IsraÃ«l, en Ã©largissant la portÃ©e de la diffÃ©rentiation juridique entre IsraÃ«l et les Territoires occupÃ©s dans la lÃ©gislation europÃ©enne, et pour inclure un rÃ©examen Â« *de lâ??intÃ©gration des secteurs financiers europÃ©ens et israÃ©liens, du statut caritatif au sein de lâ??UE des organisations soutenant lâ??entreprise coloniale dâ??IsraÃ«l, et de la validitÃ© au sein de lâ??UE des documents juridiques publiÃ©s par les autoritÃ©s israÃ©liennes dans les Territoires occupÃ©s* Â».

Si lâ??influence de lâ??Europe dans lâ??arÃ¨ne du conflit est nÃ©gligeable, câ??est parce que lâ??Europe sâ??est reposÃ©e sur un mauvais leadership pendant trop longtemps. Cette erreur tragique, historique, nâ??a pas fait que coÃ»ter des milliards aux contribuables europÃ©ens, elle a aussi conduit Ã une rÃ©alitÃ© qui est diamÃ©tralement Ã lâ??opposÃ© de ce que recherchaient les dÃ©cideurs politiques europÃ©ens. AprÃ¨s 23 annÃ©es, le recours au Â« leadership Â» Ã©tats-unien a conduit Ã la crÃ©ation dâ??une multitude de bantoustans palestiniens, encerclÃ©s par une puissance militaire occupante qui, en toute impunitÃ©, continue dâ??occuper, financÃ©e par les contribuables europÃ©ens : lâ??UE et ses Ã?tats membres sont, et de loin, les plus importants donateurs pour les Palestiniens. IsraÃ«l â?? ravi que quelquâ??un dâ??autre soit disposÃ© Ã subventionner son occupation militaire â?? continue dâ??Ã©tendre et de consolider son entreprise coloniale de peuplement, avec le soutien dâ??une grande partie de lâ??opinion Ã©tats-unienne.

Historiquement, les Ã?tats-Unis et lâ??Union europÃ©enne ont partagÃ© un objectif commun dâ??une rÃ©solution du conflit israÃ©lo-palestinien passant par la solution Ã deux Ã?tats. Cependant, aprÃ¨s lâ??Ã©chec rÃ©pÃ©tÃ© des tentatives de mÃ©diation des Ã?tats-Unis et, plus rÃ©cemment, aprÃ¨s la dÃ©mission du rapporteur spÃ©cial des Nations-Unies sur les droits de lâ??homme dans les Territoires occupÃ©s, une rÃ©alitÃ© perverse continue de nous dicter quâ??il nâ??y a aucune paix â?? ni aucune traction vers la paix â?? Ã attendre dans un avenir proche, ou peut-Ãªtre mÃªme, de notre vivant.

Lâ??AmÃ©rique soutient lâ??occupation. Lâ??Europe subventionne sans le vouloir lâ??occupation. Cette regrettable logique est une description exacte de la rÃ©alitÃ© actuelle. Les Ã?tats-Unis continuent de prÃ©coniser la non-intervention, Â« *il appartient aux deux parties de dÃ©cider* Â» de la dÃ©marche. Le rÃ©sultat, câ??est quâ??IsraÃ«l, qui a tous les pouvoirs, est trÃ¨s peu incitÃ© Ã faire des concessions, tandis que les Palestiniens, qui nâ??ont aucun pouvoir, et qui sont censÃ©s Ãªtre Â« protÃ©gÃ©s Â» par le droit international, sont laissÃ©s Ã leur dÃ©sespoir.

Pendant que les commentateurs sâ??emploient Ã picorer les restes du soi-disant processus de paix et Ã rÃ©partir les responsabilitÃ©s pour son Ã©chec, bien peu osent Ã©noncer lâ??Ã©vidence : lâ??AmÃ©rique est une partie du problÃ¨me, pas de la solution. Lâ??intransigeance dâ??IsraÃ«l et sa

violation flagrante du droit international sont alimentÃ©es par sa conviction que, quoi quâ??il fasse, les Ã?tats-Unis le protÃ©geront toujours contre toute rÃ©primande sÃ©rieuse. Lâ??absence dâ??espoir rÃ©pandue chez les Palestiniens provient de leur conviction que le soutien absolu de lâ??AmÃ©rique Ã IsraÃ«l rend les nÃ©gociations inutiles, IsraÃ«l nâ??ayant que peu dâ??incitations Ã faire des concessions alors quâ??il est inondÃ© de tant dâ??argent, dâ??armes et de soutien politique.

Pour ne prendre quâ??un exemple, en fÃ©vrier 2011 lâ??administration Obama a opposÃ© son veto Ã une rÃ©solution des Nations-Unies qui dÃ©clarait illÃ©gales les colonies israÃ©liennes, et ce en dÃ©pit du fait que 130 pays coparrainaient la rÃ©solution et quâ??elle Ã©tait soutenue par lâ??ensemble des 14 autres membres du Conseil de SÃ©curitÃ©. Plus tard cette mÃªme annÃ©e, en mai 2011, le CongrÃ¨s U.S. saluait le Premier ministre Netanyahu par 29 ovations debout, alors quâ??il Ã©cartait publiquement la position du PrÃ©sident Obama pour que les frontiÃ¨res de 1967 soient la base dâ??un rÃ¨glement territorial dÃ©finitif. En revanche, les EuropÃ©ens ont avancÃ© vers la reconnaissance de lâ??Ã?tat de Palestine. Les reconnaissances par la SuÃ¨de et le Vatican sont dÃ©sormais officielles, tandis que les Parlements du Royaume-Uni, de lâ??Irlande, de lâ??Espagne, de la France, du Luxembourg, aux cÃ´tÃ©s du Parlement europÃ©en, ont tous approuvÃ© cette reconnaissance.

En rÃ©sumÃ©, les Ã?tats-Unis apportent un soutien indÃ©fectible Ã IsraÃ«l, tandis que lâ??UE tente de remettre de lâ??ordre dans la confusion inspirÃ©e par les excÃ¨s israÃ©liens et lâ??hypocrisie U.S. *ad infinitum.* La rÃ©union de lundi est une occasion favorable pour un examen de ce que lâ??UE peut faire pour changer cette rÃ©alitÃ©.

Il est temps pour lâ??Europe de se retrousser les manches et de sâ??en prendre Ã lâ??occupant, sans attendre que le leadership Ã©tats-unien produise des rÃ©sultats. Les expÃ©riences de la Bosnie, du Kosovo, du Timor oriental et de lâ??Afrique du Sud, nous montrent quâ??un occupant ou un rÃ©gime dâ??apartheid ne change ses mÃ©thodes quâ??avec une combinaison nuancÃ©e de sanctions, dâ??isolement international et, en dernier ressort, de force militaire.

Lâ??UE doit se porter Ã la hauteur de lâ??occasion et dÃ©montrer Ã ses composantes que lâ??argent de lâ??Europe et sa crÃ©dibilitÃ© sont plus importants que de se complaire dans les comÃ©dies dâ??impartialitÃ© des Ã?tats-Unis. Il est clair que lâ??AmÃ©rique nâ??a aucun scrupule moral ou politique Ã voir IsraÃ«l rester une puissance occupante. Une fois que lâ??Europe aura reconnu finalement cette rÃ©alitÃ© et rÃ©agi, elle trouvera la force et la lÃ©gitimitÃ© de proposer sa propre politique, en conformitÃ© avec ses objectifs europÃ©ens de voisinage, ses propres valeurs morales, et ses propres lois.

Traduction : JPP pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source: Al Shabaka

date crÃ©Ã©e
2016/01/15